

Le Monde

CTE

Entretiens Entre " effets positifs " et " processus irresponsable ", les économistes divergent

1,001 mots
12 mai 2010
Le Monde
LEMOND
15
Français
© Le Monde, 2010. Tous droits réservés.

Le gouvernement français, en assumant vraiment publiquement pour la première fois, jeudi 6 mai, la cure d'austérité qu'il entend imposer à l'Etat dans les trois ans qui viennent, a-t-il pris un risque : celui, au nom de la nécessité de réduire le déficit public, de brider une économie française qui peine encore à sortir de la récession qu'elle a connue en 2009 (le PIB avait enregistré un recul de 2,2 %).

Cette cure d'austérité menace-t-elle d'étouffer la timide reprise de l'économie française ?

" A moyen terme, un effet libérateur sur la croissance "

Pour Michel Didier, professeur au Conservatoire national des arts et métiers (CNAM) et directeur du Centre d'observation économique et de recherche pour l'expansion de l'économie et le développement des entreprises (Rexecode), un tel plan de réduction des dépenses publiques aura certes " un impact négatif à court terme ", mais il aura " à moyen terme (six mois) un effet libérateur sur la croissance ". " A court terme, cela a un effet immédiat sur la demande et donc sur la croissance, qui est négatif ", explique-t-il.

Il ajoute que cet impact négatif peut aussi se faire ressentir sur le rythme de la réduction des déficits : " A court terme en tout cas. Car si cela peut affecter à court terme la croissance, cela signifie donc aussi moins de recettes fiscales, donc un impact sur le déficit et le rythme de sa diminution. "

Mais, selon Michel Didier, " assez rapidement, du fait du signal donné de la réduction des déficits, les gens vont se mettre à consommer plus ". Il ajoute que, " dans l'intervalle, l'épargne peut également se libérer un peu : actuellement, les ménages épargnent beaucoup parce qu'ils sont inquiets, parce qu'ils ne voient pas où l'on va. Le signal qui est donné de cette façon (réduction des dépenses) peut permettre de débloquer un peu de cette -épargne ".

" Cela peut contribuer à stabiliser le revenu des ménages "

Comme Michel Didier, Mathilde Lemoine, directrice des études économiques et de la stratégie marchés chez HSBC France, indique qu'" à court terme ", un tel plan de réduction des dépenses publiques devrait " avoir un impact sur la croissance du PIB ".

Parce que " ces dépenses publiques participent à la croissance ", rappelle-t-elle : " La croissance annuelle moyenne des dépenses publiques a été de 2,25 % ces dix dernières années. Elle a été supérieure à la croissance moyenne du PIB qui a été de 2,1 %. "

" Toutefois, à partir d'un certain niveau de dette par rapport au PIB, ce qui vaut aujourd'hui pour la France, un programme d'assainissement budgétaire peut contribuer à stabiliser le revenu des ménages, poursuit-elle. A court terme, le revenu va baisser et les ménages vont épargner plus. Mais le plan d'assainissement peut avoir un effet positif en contribuant à réduire cette épargne : il va inciter les ménages à consommer plus que ce qu'ils auraient fait sans ce programme. "

Mathilde Lemoine relève que " cet effet est d'autant plus important que le niveau de dette est plus élevé " et que, par ailleurs, " les ménages français sont réactifs au déficit et à sa variation : si on a par exemple une hausse de 1 point de PIB, au-delà de 3 % de PIB de déficit, cela entraîne une réduction des dépenses des ménages de 0,74 point. Dans le sens inverse (réduction du déficit), c'est à peu près la même chose ".

Le bémol apporté par Mathilde Lemoine est que " l'on ne connaît toutefois pas le détail du programme " d'austérité que le gouvernement français compte mettre en oeuvre. " Si on veut ramener le déficit à 3 % du PIB, il faut dégager 60 milliards d'euros par an. Il faut aller les chercher. Il faut donc dire sur quoi on veut jouer, souligne-t-elle. Et, en fonction de ça, on pourra dire quel est l'impact possible sur la croissance. Parce que certains programmes auxquels on touchera auront plus d'impact que d'autres sur cette croissance. "

" Une décision prise sans autre raison que la peur panique des marchés financiers "

Pour Xavier Timbeau, directeur du département analyse et prévision de l'Observatoire français des conjonctures économiques (**OFCE**), " on prend une décision très contestable pour une mauvaise raison, ou plutôt sans raison autre que la peur panique des marchés financiers. La décision est contestable parce que pour viser l'équilibre des finances publiques, il faudrait penser que la crise est terminée " .

Or, à son sens, elle ne l'est pas : " La situation est à peu près stabilisée, mais l'économie s'enfonce dans la crise : chômage élevé et encore en hausse, spécialement celui de longue durée, début d'impact du chômage sur la consommation, entreprises marquées dans leurs bilans par des dettes et des problèmes de rentabilité, surcapacités massives (de l'ordre de 5 %) qu'il faut absorber."

" Si l'on considère que la crise est terminée, alors, il faut admettre que la perte d'activité (- 5 % pour la France) est définitive et que les problèmes sont majeurs (chômage, surcapacités, bilans). La question des finances publiques est presque secondaire. Si l'on considère que la crise n'est pas terminée et que l'économie française est encore dans l'entrée de la récession, alors, il faut au contraire envisager une politique budgétaire expansive ou neutre. Pour ces raisons, la décision est au moins contestable. "

Au-delà du cas français, Xavier Timbeau considère que c'est " le processus qui s'engage en Europe " qui est " irresponsable " : " En pliant devant la tyrannie des marchés, et en faisant du rétablissement des finances publiques le seul moyen de séduire ces marchés, on amorce une synchronisation des restrictions budgétaires en Europe ", relève-t-il.

Or, selon lui, une telle simultanéité des plans d'austérité " va démultiplier les effets restrictifs et va provoquer une réplique de crise économique en Europe - et dans le monde, accessoirement - " .

Propos recueillis par Philippe Le Coeur

Document LEMOND0020100511e65c0001o